



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DES
YVELINES

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°78-2020-170

PUBLIÉ LE 31 AOÛT 2020

Préfecture des Yvelines - Cabinet - Sécurité intérieure

78-2020-08-29-002

Arrêté préfectoral rendant obligatoire le port du masque pour les personnes de 11 ans et plus aux abords des établissements d'enseignement et des gares des Yvelines du 29 août 2020

Arrêté préfectoral rendant obligatoire le port du masque pour les personnes de 11 ans et plus aux abords des établissements d'enseignement et des gares des Yvelines du 29 août 2020



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la réglementation et des élections
Bureau de la réglementation générale

**Arrêté préfectoral
rendant obligatoire le port du masque pour les personnes de onze ans et plus
aux abords des établissements d'enseignement et des gares des Yvelines**

**Le Préfet des Yvelines,
Officier de la légion d'honneur**

- Vu** le code de la santé publique, notamment son article L.3131-15 ;
- Vu** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- Vu** la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements, notamment son article 72 ;
- Vu** le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- Vu** le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROT, en qualité de préfet des Yvelines ;
- Vu** le rapport en date du 28 août 2020 de la directrice de la délégation départementale des Yvelines de l'agence régionale de santé d'Île-de-France sur l'évolution de la situation épidémiologique dans le département des Yvelines ;

Considérant que l'organisation mondiale de la santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Adresse postale : 1 rue Jean Houdon 78010 Versailles cedex
Accueil du public : 1 avenue de l'Europe - Versailles
Tél. : 01.39.49.78.00

1/4

Retrouvez nos jours et horaires d'ouverture d'accueil du public sur le site : www.yvelines.pref.gouv.fr

Considérant que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire prévoit, à son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et d'autre part, qu'il peut habilitier les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant qu'aux termes du II de l'article 1^{er} du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet du département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

Considérant que le virus affecte particulièrement le territoire des Yvelines, plusieurs foyers épidémiques y ayant été recensés au cours des dernières semaines et que le taux d'incidence et le taux de positivité sont en augmentation ;

Considérant, en outre, que le virus de la covid-19 circule très activement en région d'Île-de-France, dont tous les départements ont été classés en zone de circulation active du virus ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter les risques de contagion, en particulier dans l'espace public ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités du système médical du département des Yvelines ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant que les recommandations sanitaires visent à imposer le port du masque dans l'espace public dans certaines situations caractérisées par une forte concentration de population, pour réduire la circulation du virus et éviter la diffusion de l'épidémie dans la population générale ;

Considérant que les abords des établissements d'enseignement sont des lieux d'importants flux de circulation et de stationnement de personnes, rendant difficile le respect des gestes barrières, en particulier de la distanciation physique ;

Considérant, en outre, que les populations fréquentant les abords de ces établissements appartiennent à des catégories d'âge actuellement particulièrement touchées par l'épidémie de covid-19 ;

Considérant que les gares et leurs abords constituent des lieux de brassage important de populations et que le respect des gestes barrières et de la distanciation y est rendu difficile en cas de forte affluence ;

Considérant en outre l'importance des flux quotidiens au sein et aux abords des gares des Yvelines, notamment en direction et en provenance de Paris et des départements de la petite couronne, dans lesquels les représentants de l'Etat ont rendu le port du masque obligatoire dans tout l'espace public ;

Considérant qu'il appartient au préfet des Yvelines de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées dans le département ;

Considérant que la rentrée scolaire fixée au 1^{er} septembre 2020 et la reprise des activités professionnelles à l'issue de la période estivale entraîneront une forte concentration de la population aux entrées et sorties des établissements scolaires et dans les gares, lieux de passage et de circulation, à compter de cette même date ;

Vu l'urgence,

ARRETE :

Article 1^{er} : À compter du mardi 1^{er} septembre 2020 à 07h00, et pour une durée d'un mois, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus dans un périmètre de 50 mètres autour des accès aux établissements d'enseignement du premier degré, du second degré et du supérieur des Yvelines, aux horaires des entrées et des sorties.

Article 2 : À compter du mardi 1^{er} septembre 2020 à 07h00, et pour une durée d'un mois, le port du masque est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus dans un périmètre de 50 mètres autour des entrées et sorties des gares ferroviaires des Yvelines.

Article 3 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires, définies en annexe du décret du 10 juillet 2020 susvisé, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté font l'objet d'une évaluation régulière et seront adaptées en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Article 5 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Versailles selon les voies et délais de recours mentionnés ci-dessous.

Article 6 : Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur général de l'agence régionale de santé d'Ile-de-France, le directeur départemental de la sécurité publique des Yvelines, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale des Yvelines, la directrice de la délégation départementale des Yvelines de l'agence régionale de santé et mesdames et messieurs les maires des communes des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Versailles, le **29 AOUT 2020**

Le préfet,

Jean-Jacques BROTON

Dans les deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet :

- *d'un recours gracieux adressé au préfet des Yvelines ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur,*
- *d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles .*